

Direction Générale Aménagement du Territoire et Patrimoine
Service Espaces Publics

Objet | Mise en place d'un échafaudage entre les numéros 4 et 8 Avenue Jean Jaurès à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice-Président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la Route,

Vu la délibération en date du 8 février 2021, relative à la fixation des montants pour les emprises de chantier dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Vu l'arrêté général Règlements et Consignes n° 2010.132 du 25 mars 2010

Considérant la demande présentée par **l'entreprise la société SCCV Jean Jaurès 5, rue Lafayette 33000 Bordeaux**, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'utiliser un échafaudage à l'adresse citée, **pour des travaux de façade.**

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités, sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services Municipaux,

ARRETE

Article 1^{er} : L'entreprise **DSA Aquitaine pour le compte de la société SCCV** est autorisée à utiliser un échafaudage sur trottoir **du 12 décembre 2022 au 23 décembre 2022**, entre les numéros 4 et 8 de l'Avenue Jean Jaurès à Cenon, pour des travaux de façade.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : **(12 jours)**

- La circulation **sera maintenue**. (Travaux sur trottoir)
- **L'échafaudage** sera installé sur trottoir sur 31 mètres de long et 1 mètre de large le long de l'habitation.
- La circulation des piétons **sera maintenue et sécurisée**.
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, entreprises et services publics concernés.

Article 4 : Dans le cas de travaux occasionnant la **diffusion de poussière ou de peinture**, la couverture de l'échafaudage ne devra **pas être inférieure à 45 %**.

Article 5 : La protection des revêtements de trottoirs devra être assurée. En cas de dégradations des trottoirs, des réparations devront être effectuées sous 48h.

Article 6 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents sera mise en place par le demandeur.

Article 7 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Fait à Cenon, le 8 décembre 2022

**Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du
CGCT**

Date d'affichage : le 12/12/2022

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.